

Innover pour construire un nouveau bloc social

Elisabeth Gauthier

Espaces Marx, Transform !

Le pouvoir d'interprétation

De nombreuses études ainsi que les expériences sur le terrain politique nous confrontent avec des contradictions qui ne cessent de s'accroître dans le développement de la grande crise : une perception plus nette des injustices, souvent de la colère et en même temps un sentiment pesant d'impuissance. Malgré la nature systémique et les multiples facettes de cette crise, la conflictualité reste limitée.

Quant à la perception de la crise, une enquête parmi des salariés de grandes entreprises allemandes où existent des syndicats, récemment réalisée par une équipe de chercheurs liés au mouvement syndical ¹, montre que ces salariés ressentent l'évolution récente davantage comme des moments d'aggravation au sein d'une crise permanente, comme « une grippe » avec laquelle on continue de travailler, mais avec des souffrances accentuées. Souffrances auxquelles on est habitué dans le « régime de la concurrence » qui habitue les salariés à « tout » accepter pour avoir un travail. On observe une forte disponibilité d'adaptation lorsque le travail est réorganisé dans les entreprises allemandes autour d'une logique renforçant la mise en concurrence : maintien des salariés stables malgré une baisse significative mais éphémère de la productivité et abandon des intérimaires ; aggravation des conditions de travail, de la flexibilité et de la déqualification. Au moment même où ces salariés encore stables sont sauvés ², leur mise en concurrence et leur insécurité augmentent.

La crise 2007/2009 n'est pas perçue par ces salariés – les plus organisés – comme l'éruption d'un volcan ou un orage, mais plutôt comme une accentuation dans un processus de crise permanent. Les pouvoirs en place ont tout fait pour éviter une perception de rupture à ceux qui ont le plus de pouvoir pour se mobiliser.

Un certain nombre de représentations révélées par cette étude montre la difficulté de cerner la nature de la confrontation. Le mot d'ordre « on ne paiera pas LEUR crise ! » que portent ceux qui souffrent des causes et conséquences de cette crise fait apparaître une perception séparant la société en deux « mondes », celui d'en haut et celui d'en bas, comme s'il existait deux circuits de reproduction, en haut et en bas. Se rajoute la difficulté de savoir contre qui il faudrait agir, avec un monde de la finance qui paraît virtuel et se trouve « ailleurs ». Il semble difficile de définir des modes d'action, les moyens d'une certaine efficacité dans une économie « réelle » qui est pilotée par le monde des marchés financiers, se situant « ailleurs » et revêtant un caractère quelque peu « virtuel ».

Ces observations indiquent une nouvelle fois à quel point la capacité d'interprétation est un enjeu de pouvoir. Pour le mouvement émancipateur, la critique du système capitaliste dans sa phase de domination financière, des fondements des pouvoirs économiques et politiques, de l'État, de la fonction de l'idéologie néolibérale, etc., doit se faire plus précise pour être plus efficace et pouvoir se traduire dans des alternatives concrètes et crédibles. La bataille du pouvoir d'interprétation – dont l'importance est généralement sous-estimée – est centrale.

Dans des crises qui, selon Marx, font se dissoudre l'apparence de l'autonomie des différents éléments que le processus de production décompose et recompose sans cesse, le fétichisme du capital a tendance à se fissurer. Une difficulté supérieure semble consister dans le fait que le capitalisme financiarisé constitue un fétichisme d'un niveau plus élevé que le capital dans sa phase antérieure.

Le pouvoir d'intervention

L'hégémonie néolibérale est en crise, les pouvoirs politiques ayant porté avec une forte détermination l'option néolibérale dans la période récente sont nombreux à connaître des difficultés, leur légitimité étant minée. Il est intéressant de constater qu'il leur est souvent nécessaire d'introduire une promesse de « rupture » ou encore des bribes de discours de gauche pour pouvoir obtenir des majorités aux élections. En même temps, dans les pays européens, nous ne voyons pas émerger d'hégémonie alternative en faveur d'un changement de politique. Au contraire, c'est une droite populiste radicalisée qui s'engouffre dans les brèches ouvertes pour s'installer au cœur et non à la marge des sociétés et devenir des facteurs de poids dans les confrontations politiques et idéologiques, jusqu'à la constitution de majorités gouvernementales.

La crise du politique exprime une perte de sens de la participation politique notamment pour les milieux populaires dans un contexte où la démocratie parlementaire souffre d'érosion, où les États revêtent de plus en plus la forme de « *market state* ». Les institutions ont tendance à perdre leur caractère républicain et sont de moins en moins fondées sur la souveraineté populaire et un contrat social. La nature même de la construction européenne – une forme étatique conçue sous les seuls auspices libéraux, dépourvue d'espaces publics citoyens ou de contrepouvoirs tout en marginalisant le parlementarisme – ne fait qu'intensifier la crise du politique. L'incapacité des élites dirigeant l'UE à trouver des réponses différentes des logiques ayant conduit à l'échec aujourd'hui patent ne fait qu'intensifier la crise générale en Europe et la crise du politique en particulier. La fuite en avant des néolibéraux et le repli nationaliste régressif se nourrissent mutuellement pour mener dans des impasses dramatiques. C'est dire l'urgence d'inventer de nouvelles formes de l'exercice de la souveraineté populaire, de produire des nouveaux moyens d'intervention des classes subalternes. Regagner un pouvoir d'interprétation pour ne pas succomber aux ressentiments qui divisent constitue un défi prioritaire dans la confrontation de classe actuelle.

Des recherches récentes indiquent des modifications significatives dans le contexte de l'émergence de la grande crise que nous vivons. Ainsi, par exemple, 9 Autrichiens et Allemands sur 10 pensent que nous avons maintenant besoin d'un nouveau modèle économique qui respecterait davantage les enjeux écologiques et sociaux. En même temps, les mobilisations s'élargissent, se développent parfois et refluent ensuite. Sur le fond, le sentiment d'impuissance persiste. Face aux logiques en cours – identifiées ou non comme « crise systémique » – il n'apparaît pas de réponse politique adéquate. Pour beaucoup de gens, la politique n'est plus perçue comme une approche permettant de résoudre leurs problèmes individuels et collectifs mais comme un champ étranger dont les règles échappent à leur influence.

Parfois, la mobilisation l'emporte sur l'impuissance. Ces expériences sont à regarder de très près. En France, les milieux populaires se sont engagés dans la lutte contre le CPE ou encore contre le traité constitutionnel européen au moment du référendum en 2005. Il s'agissait là de luttes sur des enjeux où l'hégémonie culturelle avait commencé à basculer, où paraissait se former un bloc social suffisant pour pouvoir l'emporter. Ce qui signifie que l'apparition d'éléments d'espoir – non tant au niveau du discours mais comme éléments du processus même – semble une des conditions essentielles pour que l'impuissance puisse être battue en brèche.

Le pouvoir de s'unir

Compte tenu des fragmentations sociales qui caractérisent le régime néolibéral, la perspective de la constitution d'un nouveau bloc social pouvant

porter un changement de politique se présente sous une grande complexité. Trente ans après la victoire de la « gauche plurielle » en France, on constate que la perte d'hégémonie va de pair avec l'éclatement du bloc constitué par les ouvriers, employés et salariés du secteur public, qui avaient constitué la base sociale de la gauche politique.

La fragmentation du salariat constitue une des causes d'une conflictualité en recul. C'est particulièrement net en Allemagne où la coupure entre les salariés stables formant le cœur des grandes entreprises et les intérimaires a permis, au moment de la récession 2008/2009, d'écartier des conflits dans la mesure où le salariat stable a été sauvé pendant que les intérimaires ont été éjectés. L'empathie à leur égard n'a pas permis, en période de crise, de générer de nouvelles solidarités³, et c'est une sorte de « Krisenkorporatismus » mis en œuvre avec le concours du gouvernement (paiement du chômage technique) qui l'a emporté.

Dans ces nouvelles conditions de lutte de classe, avec la fragmentation et la précarisation du salariat, avec la différenciation de son expérience de la crise et des politiques publiques, la recherche de nouvelles alliances entre classes subalternes demande de l'innovation stratégique. Il ne s'agit pas seulement de repérer quel type de projet *politique* serait de nature à pouvoir dépasser la fragmentation *sociale*, mais aussi quel type de posture favoriserait des rapprochements. Il est intéressant d'observer que la « dignité » est visiblement un ferment très transversal de l'action, ce qu'illustre l'appel à *s'indigner* de Stéphane Hessel. C'est également en positif qu'émergent des exigences motrices pouvant rassembler largement, comme « bien vivre » ou encore une « culture des biens communs », une « culture de paix », un « travail décent »... ; autant d'objectifs qui dépassent largement un catalogue d'exigences ou de propositions, mais qui semblent constituer des moteurs de l'action.

L'étude déjà citée montre l'ampleur des contradictions, rien qu'au sein d'un salariat relativement stable. Le sentiment d'injustice et la critique du « système » sont fortement ancrés, la méfiance est vive vis-à-vis des banques, du secteur financier, du management, des médias et du système politique, le scepticisme quant à l'avenir est fort. En même temps persiste le sentiment que tout est « inéluctable », que l'on est condamné à l'impuissance. Il s'agit non pas d'une apathie mais d'une résignation. L'impuissance qui est ressentie dans l'entreprise se traduit face à la politique et l'État par de la colère. Cette colère a du mal à définir son objet et à trouver à qui s'adresser précisément ; ce qui produit de l'épuisement et du renoncement. L'aggravation de la crise a renforcé les deux : colère et impuissance.

Une situation aussi instable que celle que nous vivons (sur le plan économique, social, politique, idéologique) ne peut pas ne pas évoluer, pouvant même générer des étapes chaotiques (comme l'imagine Immanuel Wallerstein). Les risques de réponses autoritaires ne sauraient être sous-estimés. D'autant que

le manque de pouvoir d'interprétation, le manque de pouvoir d'intervention et les difficultés à s'unir ont tendance à générer des ressentiments qui sont facilement récupérables et manipulables – comme nous le constatons actuellement en Europe – par des forces d'une droite populiste radicalisée se présentant comme défenseur de certains acquis sociaux pour une population limitée. Ces ressentiments, on ne peut les faire reculer par des discours combatifs certes nécessaires, mais surtout en proposant des perspectives réelles quant au pouvoir d'interprétation, au pouvoir d'intervention et au pouvoir de s'unir.

Notes

- (1) Deje Richard / Menz Wolfgang / Nies Sarah / Sauer Dieter : « Crise sans conflit ? Intérêts et orientations des activités dans la crise – l'opinion de personnes concernées. » Hambourg 2011. Voir aussi *Transform!* N° 8.
- (2) L'expression « Krisenkorporatismus » reflète ce type de gestion de la crise concernant une partie du salariat.
- (3) Voir note 1.